



CRISE DES FINANCES PUBLIQUES

Quel impact pour les entreprises et les citoyens ?

Cette fois ce n'est plus de la politique fiction, la crise semble bel et bien installée. Vous l'avez lu ou entendu, voire en subissez déjà les premiers soubresauts dans votre entreprise, l'Europe et la Belgique sont entrées dans une spirale de crise qui risque de durer un certain temps. Analysez.

Ces derniers mois, nous l'avons tous ressenti, la pression s'est lentement - mais sûrement - accrue. Désormais, les Etats semblent de plus en plus affectés, mis sous pression par l'Union européenne, le FMI, les agences de notation...

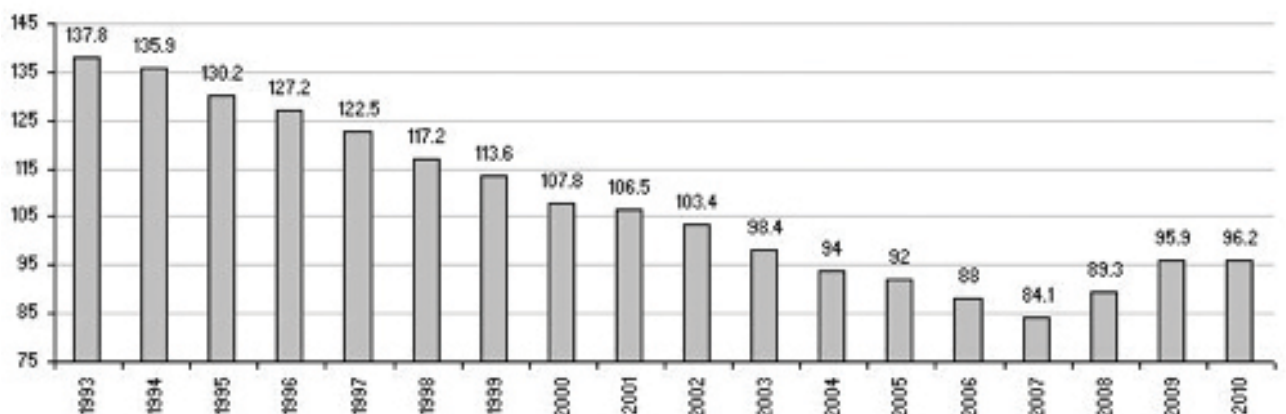
Quelle est la raison de tout ceci ?

À analyser une situation de moins en moins florissante, force est d'admettre que de nombreux indicateurs sont passés au rouge ces derniers temps. Plusieurs faits marquants montrent d'ailleurs que la croissance ne sera pas au rendez-vous ces prochains mois. En Belgique, alors que les chiffres de la croissance devraient encore tourner autour des 2,2 % cette année, le Bureau du plan prévoit une sévère chute l'an prochain, les plus pessimistes parmi les observateurs allant même jusqu'à prétendre que l'on dépassera à peine 0,2 % pour l'exercice 2012. Or, quand un pays est en croissance, les finances publiques - de par les différents

prélèvements qui sont effectués sur cette augmentation des flux financiers - augmentent elles aussi. Inutile de vous dire que les chiffres n'annoncent rien de tel pour le proche futur. En 2012, hélas, il ne sera clairement pas possible de miser sur une croissance pour gonfler les recettes dans le budget de l'état. Ce dernier sera donc contraint de trouver d'autres pistes pour financer son budget. On le sait déjà, le fameux - et périlleux ! - exercice qui vient encore de plomber longuement les discussions politiques ces derniers jours, ce terrible accord budgétaire, en fait la quête de nouvelles recettes et la diminution des dépenses, devra à nouveau être remis sur la table dans quelques mois. Pourquoi ? Tout simplement parce que c'est là un équilibre d'autant plus compliqué que l'ensemble du jeu est biaisé par la spéculation qui bouscule tout et rend les vérités moins vraies sur le long terme.

Les efforts des années nonante sont oubliés !

Faut-il le dire, aujourd'hui, la spéculation joue un rôle de plus en plus important sur des marchés. Comme on le voit dans les discussions politiques et dans l'insistance de l'Europe à satisfaire aux aspirations des marchés, il est capital pour un Etat de rassurer la sphère économique et financière en montrant que le pays est sous contrôle, qu'il est bien géré. En 1993, rappelez-vous, la Belgique avait atteint un taux d'endettement record, qui représentait alors 137,8 % du PIB. Dans les années '90, et jusque 2007 encore, les différents gouvernements en place ont donc œuvré avec acharnement pour multiplier les bons bulletins. Nous avons tous fait d'importants efforts, tant au niveau des rentrées que des dépenses. Hélas, depuis 2008, la dette publique s'est à nouveau mise à augmenter de manière inconsidérée.



http://debtagency.be/fr_data_public_finances.htm

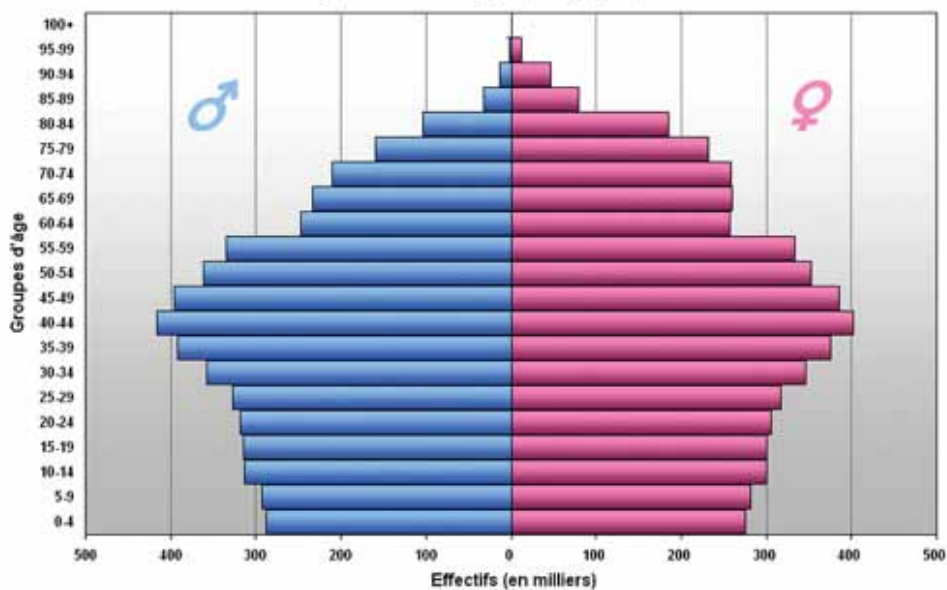
La Belgique est l'un des mauvais élèves de la classe Europe

Aujourd'hui, avec une dette publique qui plafonne à 96 %, la Belgique se trouve clairement parmi les mauvais élèves européens. Bon, nous sommes encore loin de la Grèce qui, fin 2010, avait une dette représentant 145 % de son PIB, ou de l'Italie (118 %), mais notre pays n'est pas loin, talonné par l'Irlande (95 %) et le Portugal (93 %). Or, avec le sauvetage de Dexia ces dernières semaines, la dette publique a encore augmenté. Et comme on ne peut raisonnablement pas compter sur une augmentation du PIB, il faut se résoudre à l'évidence : le taux d'endettement en % du PIB va encore grimper ces prochains mois. D'où, bien évidemment, les inlassables rappels à l'ordre d'un censeur européen qui a peu de prise sur les décisions politiques, économiques et sociales concoctées par nos édiles. On a beau dire, mais l'immobilisme de la situation politique a pesé sur notre devenir puisque la dette publique qui a augmenté, l'absence prolongée de gouvernement et, au final, la difficulté à prendre des décisions pour équilibrer le budget ont généré une augmentation du coût du crédit pour l'état belge.

Une situation qui rejaille sur le terrain et met en danger notre économie

Savez-vous que mi-novembre, les taux des obligations d'état (OLO) étaient proches des 5 % ? Depuis mi-2010, le taux d'intérêt de la dette belge n'a cessé d'augmenter. Le fait que nous n'ayons pas eu de gouvernement a aussi augmenté le coût de financement pour l'état, un coût que chaque contribuable supporte seul sans rechigner même si la révolte gronde petit à petit. D'autant que, a contrario, l'Allemagne - une référence en Europe au niveau de la qualité de sa gestion - a vu, elle, son taux d'intérêt diminuer en 2011. Pour illustrer ces propos, disons que l'état ayant des emprunts venant à échéance régulièrement, il lui faut systématiquement payer un peu plus cher pour se refinancer.

Pyramide des âges, Belgique, 2005



Source: Organisation des Nations Unies (World Population Prospects: The 2004 Revision)

Il est temps d'agir !

Il est donc plus que temps d'agir. Il nous faut à nouveau passer par l'austérité pour réduire les déficits. Car la pyramide des âges ne plaide en outre aucunement en notre faveur. Elle qui indique que, d'ici quelques années, le coût des pensions va également être un défi capital auquel sera inévitablement confronté l'Etat belge, comme de nombreux autres d'ailleurs. Certains préconisent d'agir aujourd'hui avec courage pour anticiper le futur et, surtout, pour ne pas hypothéquer le devenir des générations à venir. C'est une question de bon sens, une question citoyenne. Il y va du legs que nous comptons faire à nos enfants et petits-enfants.

1.000 euros par tête de pipe, ce n'est pas rien!

Techniquement, la baisse attendue des dépenses publiques aura comme conséquence une diminution de la demande intérieure. Elle devra également avoir comme impact une réduction du spread (écart) entre les taux belges et allemands. Le taux de référence (belgian prime rate) pour les crédits aux entreprises étant assez fortement lié aux taux des obligations

de l'état belge (OLO), on comprend qu'il est dans l'intérêt de toutes les entreprises de voir l'état assainir ses finances. Pour trouver les 11,3 milliards nécessaires pour équilibrer le budget, l'Etat s'est attaché à aller chercher l'argent où il est et - espérons-le - pas seulement dans les poches de la classe moyenne «ouvrière» et dans celle des entreprises ! Si l'on compte bien, 11,3 milliards pour à peu près 11 millions de belges, cela donne une diminution de pouvoir d'achat d'un peu plus de 1.000 euros en moyenne pour chaque belge sur l'année.

En collaboration avec Benoît Lescrenier
Conseiller financier
061 29 30 47